

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	54	21

N° de la séance : 31

Objet de la délibération : Direction des  
Ressources Humaines - Règlement des  
astreintes et indemnités - Actualisation

<input checked="" type="checkbox"/> Original
<input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.064

Date de la convocation :  
**Le 03/04/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **16 AVR. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **17 AVR. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 09 avril 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 09 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Serge MAUREL, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Abderrazak SALOUH, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Déborah MINEI, Khéra BADAoui

**PROCURATIONS :**

Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Anne-Marie DUMONT, Patrick DULBECCO à Audouin RAMBAUD, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Bernard MONIER, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Eric DUPLAY à Marguerite BLAZY, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Yves DAHAN

**ABSENTS :**

Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur MAURIN,**

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale (Journal officiel du 17 juillet 2001),

VU le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur (Journal officiel du 8 février 2002),

VU le décret n°2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur (Journal officiel du 8 février 2002),

VU le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale (Journal officiel du 27 mai 2005),

VU le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement (Journal officiel du 16 avril 2015),

VU l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement (Journal officiel du 16 avril 2015),

VU l'**arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur** (Journal officiel du 11 novembre 2015),

VU la circulaire n°NOR/MCT/B/05/10009/C du 15 juillet 2005 du Ministère de l'Intérieur relative à la mise en œuvre de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences des agents territoriaux,

VU la délibération n°CC.2017.184 du 18 décembre 2017 portant sur l'actualisation du règlement des astreintes et indemnité d'intervention,

VU l'avis du Comité Technique réuni en date du 26 mars 2018.

## **1 Le contexte légal**

En application de l'article 5 du décret n°2011-623 du 12 juillet 2001, l'organe délibérant d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public en relevant, peut déterminer, après avis du Comité technique, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

En contrepartie, un dispositif d'indemnisation ou de compensation est organisé par référence aux modalités et aux taux applicables aux services de l'Etat comme suit :

- Pour les agents relevant des filières autres que la filière technique par référence au décret n°2005-542 du 19 mai 2005 et à l'arrêté du 3 novembre 2015,



- Pour les agents relevant de la filière technique par référence au décret n°2015-415 du 14 avril 2015 et un arrêté du même jour, qui constituent le nouveau fondement de l'indemnisation des agents du ministère du développement durable et du logement.

## **2 Définitions**

### 2-1 Astreinte et intervention

Elle s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanent et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

### 2-2 Permanence

Elle correspond à l'obligation faite de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou en un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou un jour férié.

### 2-3 Distinction entre 3 types d'astreintes pour la filière technique

- Astreinte d'exploitation : situation de l'agent tenu pour la nécessité du service de demeurer soit à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir,
- Astreinte de sécurité : situation d'un agent appelé à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de pré-crise ou de crise),
- Astreinte de décision : situation d'un personnel d'encadrement pouvant être joint par l'autorité territoriale, en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

## **3 Les cas de recours aux astreintes pour la CASA**

L'assemblée délibérante doit déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Aussi, dès le 3 mars 2003 la CASA avait délibéré pour adopter l'indemnité d'astreinte comme mode de rémunération des permanences à domicile uniquement pour certains cadres d'emplois, en vue de répondre aux nécessités de service la nuit, le dimanche, et les jours fériés.

Le 26 juillet 2004 une nouvelle délibération relative aux indemnités d'astreinte venait compléter la première en ouvrant l'octroi à tous les grades dès lors que les personnes étaient effectivement sollicitées pour :

- Effectuer des missions de logistique ou de maintenance des bâtiments ;
- Répondre aux situations de risque ou aux besoins d'intervention en cas d'alerte, de crise ou d'accidents dans des domaines de compétence des services.

Le 3 mars 2005 une délibération est venue préciser la nature des emplois concernés par ces indemnités et les modalités de versement selon qu'il s'agisse des personnels de la filière technique ou des personnels relevant des autres filières.

Les 23 décembre 2011 et 18 mars 2013, deux délibérations sont venues compléter la nature des emplois concernés par ces indemnités et les modalités de versement selon qu'il s'agisse des personnels de la filière technique ou des personnels relevant des autres filières.

Enfin, le 30 juin 2014 une délibération actualisait les modalités d'utilisation des astreintes, notamment pour celles relatives à la prise de décision et instaurait la possibilité de recourir aux permanences.

Le 21 décembre 2015, une délibération est venue modifier les modalités d'indemnisation des astreintes de agents de la filière technique, suite à la parution du décret n°2015-415 du 14 avril 2015 en modifiant les taux et en instaurant une indemnité d'intervention pour les agents non éligibles à l'IHTS.

Les 19 décembre 2016, 26 juin 2017 et 18 décembre 2017, des délibérations sont venues préciser les situations prévues à la CASA et les emplois / directions concernés par les astreintes.

Compte tenu de la prise de compétence GEMAPI – eaux pluviales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, il convient de mettre à jour le règlement des astreintes, notamment la mise en place des astreintes de sécurité dans le cadre du plan communal de sauvegarde et de la gestion de crise, en cas d'évènements soudains ou imprévus.

Il est donc proposé d'actualiser les modalités d'indemnisation des astreintes.

### Modalités d'application :

Les situations prévues à la CASA	Emplois et directions concernées	Modalités
<p>Interventions en cas d'incident, de panne, de problème technique ou commercial sur le réseau Envibus</p> <p>Interventions en dehors des horaires de travail de l'agent afin d'assurer la continuité du service public (intervention en cas de problème avec les caisses)</p>	<b>DRE</b>	
	<p>*Contrôleurs</p> <p>*Responsables de service</p> <p>*Responsable d'unité</p>	<p>Astreintes d'exploitation</p> <p>Filière technique ou non technique ou astreinte de décision (par roulement selon planification)</p>
	<p>*Régisseurs principal et suppléant</p>	<p>Astreintes hors filière technique de nuit ou samedi (par rotation)</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Interventions en cas d'incidents sur les bâtiments communautaires :</p> <p>↳ Mise en sécurité après effraction, sinistre, dégâts collatéraux</p> <p>↳ Protection des personnes</p> <p>↳ Fermeture provisoire des locaux</p> <p>↳ Etablissement d'un périmètre de protection</p> <p>↳ Démarches auprès des concessionnaires et des services de secours ou de police</p>	<b>DAB</b>	
	<p>*Personnels encadrants</p> <p>*Personnels d'exploitation</p>	<p>Planning par semaine complète :</p> <p>1 agent par semaine en astreinte de décision (roulement sur les 4 semaines)</p> <p>1 agent par semaine en astreinte d'exploitation (différent des personnels encadrants, roulement sur les 4 semaines)</p> <p>INDEMNITE</p>



<p>Intervention en cas d'incidents sur les activités de service liées au ramassage des déchets ménagers (OM, encombrants...) et aux déchetteries communautaires.</p> <p>↳ Divers accidents (moyens humains et roulants)</p> <p>↳ Pannes mécaniques sur les moyens roulants,</p> <p>↳ Réorganisation du travail (en cas d'intempéries, d'absences importantes de personnel, de pannes multiples sur les moyens roulants...)</p> <p>↳ Vandalisme, vol et intrusion dans les bâtiments communautaires affectés à la gestion des déchets (déchettries, Centre Technique)</p>	<p><b>DEN</b></p> <p>* Responsables du service gestion des déchets et Adjoint du responsable</p> <p>* Personnels de l'unité mécanique</p>	<p>Planning par semaine complète :</p> <p>1 agent par semaine par roulement en astreinte d'exploitation</p> <p>1 agent par week-end et/ou jours fériés</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Interventions en cas d'incidents et de pannes du réseau informatique des médiathèques ...</p>	<p><b>Personnel informatique : DSIN</b></p> <p>*Personnel encadrant</p> <p>*Personnel d'exploitation</p>	<p>1 astreinte de décision par semaine, par roulement</p> <p>1 astreinte d'exploitation par semaine selon planning préétabli</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Interventions dans le cadre du pôle d'échange TCSP (pendant la durée des travaux)</p> <p>Interventions en cas d'incidents intervenus dans le cadre des dossiers gérés par le SYMISA (voirie)</p>	<p><b>DDIR</b></p> <p>* Direction</p> <p>* Personnel d'intervention</p>	<p>1 astreinte de décision par semaine, par roulement</p> <p>1 astreinte d'exploitation par semaine, par roulement</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Astreintes liées à la mobilisation des compétences de la direction de la communication dans le cadre de l'organisation d'évènements, de manifestations...</p>	<p><b>DIRECTION COMMUNICATION</b></p> <p>*Personnels relevant de la direction</p>	<p>1 astreinte hors filière technique ou une astreinte d'exploitation par semaine, par roulement</p> <p>INDEMNITE</p>

<p>GEMAPI / PLUVIAL :</p> <p>Interventions liées au maintien de la sécurité et de la sûreté des biens et du public en réalisant des opérations en amont, pendant et à l'issue des épisodes orageux :</p> <p>↳ Alerte météo, mise en sécurité du matériel et des agents,</p> <p>↳ Interventions en période de pré-alerte inondation, contrôle des « points durs », ouverture des grilles d'eaux pluviales,</p> <p>↳ Interventions lors des inondations, fermetures de routes,</p> <p>Interventions liées à la mobilisation des agents dans le cadre du plan communal de sauvegarde.</p>	<p><b>DIRECTION ADJOINTE GEMAPI/EAU PLUVIALE</b></p> <p>* Personnel encadrant</p> <p>* Personnel d'exploitation</p>	<p>3 astreintes d'exploitation par semaine selon planning préétabli (2 agents et 1 responsable)</p> <p>Astreintes de sécurité selon les moyens humains nécessaires en cas de gestion de pré-crise ou de crise</p> <p>Il est à noter que les astreintes d'exploitation et de sécurité ne sont pas cumulables. Les agents assurant les deux types d'astreintes sur la même période percevront l'astreinte la plus avantageuse.</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Astreintes liées à la prise de décision nécessaire dans le cadre de la continuité des services et/ou aux missions de communication</p>	<p><b>Toutes les Directions</b></p> <p>* Directeur</p> <p>* Adjoint au Directeur</p>	<p>Astreintes liées à la prise de décision des personnels encadrants des filières techniques et non techniques :</p> <p>- Astreintes de décision pour la filière technique,</p> <p>- Astreintes sans distinction pour les autres filières</p> <p>INDEMNITE</p>

#### 4 Les modalités de compensation des astreintes communautaires

Ces périodes pourront être effectuées par des agents titulaires ou contractuels, des filières techniques ou autres.

A cet effet, les agents disposent éventuellement de téléphones portables.

Trois fiches de déclaration des astreintes, à l'usage des directions, sont mises en ligne sur le portail intranet :

- Fiche astreinte technique de décision
- Fiche astreinte technique d'exploitation ou de sécurité
- Fiche astreinte hors filière technique

Les règles de compensations sont les suivantes et sont appelées à être réévaluées en fonction de l'évolution des textes réglementaires :

- Les astreintes font l'objet soit d'une rémunération, soit d'une récupération,
- Seuls les agents logés en sont exclus,
- Le décret opère une distinction entre les indemnités versées aux agents de la filière technique pour lesquels les taux applicables sont fixés par un arrêté du 14 avril 2015, et celles versées aux autres agents, qui sont définies par l'arrêté du 3 novembre 2015.

#### 4-1 Toutes les filières hors technique

##### a- Astreinte

	Indemnité d'astreinte*		Repos compensateur
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	<b>149,48 €</b>	<b>ou</b>	1 journée ½
Du Lundi matin au Vendredi soir	<b>45 €</b>		½ journée
Du Vendredi soir au Lundi matin	<b>109,28 €</b>		1 journée
Samedi	<b>34,85 €</b>		½ journée
Dimanche ou jour férié	<b>43,38 €</b>		½ journée
Une nuit de semaine	<b>10,05 €</b>		2 heures

##### b- Interventions : lorsque l'agent se déplace et intervient en plus de l'astreinte

Période d'intervention	Indemnité d'intervention*		Repos compensateur
Nuit	<b>24 € / h</b>	<b>ou</b>	125 % du temps d'intervention
Jour de semaine	<b>16 € / h</b>		110 % du temps d'intervention
Samedi	<b>20 € / h</b>		110 % du temps d'intervention
Dimanche ou jour férié (journée)	<b>32 € / h</b>		125 % du temps d'intervention

#### 4-2 Filière technique :

En application du décret n° 2015-415 du 14 avril 2015, les personnels appelés à participer à une période d'astreinte peuvent bénéficier :

- D'une indemnité dite « **astreinte d'exploitation** » compensant l'obligation de demeurer, soit au domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir.
- D'une indemnité dite « **astreinte de sécurité** » compensant la participation des agents à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (pré-crise ou crise).
- D'une indemnité dite « **astreinte de décision** » en faveur des personnels d'encadrement pouvant être joints directement par l'autorité territoriale.



## a - Astreintes d'exploitation

	Indemnité d'astreinte*
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	<b>159,20 €</b>
Nuit entre le lundi et le samedi ou suivant un jour de récupération	<b>10,75 € si astreinte supérieure à 10h 8,60 € si astreinte fractionnée égale ou inférieure à 10h</b>
Week-end du vendredi soir après le service au lundi matin	<b>116,20 €</b>
Samedi ou journée de récupération	<b>37,40 €</b>
Dimanche ou jour férié	<b>46,55 €</b>

## b - Astreintes de sécurité

	Indemnité d'astreinte*
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	<b>149,48 €</b>
Nuit entre le lundi et le samedi ou suivant un jour de récupération	<b>10,05 € si astreinte supérieure à 10h 8,08 € si astreinte fractionnée égale ou inférieure à 10h</b>
Week-end du vendredi soir après le service au lundi matin	<b>109,28 €</b>
Samedi ou journée de récupération	<b>34,85 €</b>
Dimanche ou jour férié	<b>43,38 €</b>

## c - Astreintes de décision

	Indemnité d'astreinte*
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	<b>121,00 €</b>
Nuit entre le lundi et le samedi ou suivant un jour de récupération	<b>10 €</b>
Week-end du vendredi soir après le service au lundi matin	<b>76,00 €</b>
Samedi ou journée de récupération	<b>25,00 €</b>
Dimanche ou jour férié	<b>34,85 €</b>

## d - Indemnisation des interventions

L'intervention accomplie pendant une période d'astreinte est considérée comme un temps de travail effectif :

- **pour les agents des catégories B et C l'indemnisation se fait dans le cadre de la réglementation relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.**
- **pour les catégories A, l'indemnisation se fait selon le régime suivant :**



	<b>Taux d'indemnité*</b>	<b>ou</b>	<b>Repos compensateur</b>
Nuit	<b>22 € / h</b>		150 % du temps d'intervention
Samedi	<b>22 € / h</b>		125 % du temps d'intervention
Dimanche et jour férié	<b>22 € / h</b>		200 % du temps d'intervention
Jour de semaine	<b>16 € / h</b>		-
Repos imposé par l'organisation collective du travail	-		125 % du temps d'intervention

**Précisions :**

Concernant les astreintes couvrant les jours de pont obligatoires déterminés par la Collectivité chaque année, une astreinte couvrant une journée de récupération (taux 37,40 € ou 25,00€ selon type d'astreinte) sera versée à l'agent en plus d'une éventuelle semaine d'astreinte couvrant les nuits et week-end.

\*Tous les taux sont susceptibles d'être modifiés en fonction de l'évolution de la réglementation.

Dans le cadre des astreintes les directions doivent communiquer les plannings aux personnels concernés au minimum 15 jours avant le début de l'astreinte.

**5 Les cas de recours aux permanences**

<b>Les situations prévues à la CASA</b>	<b>Emplois et directions concernées</b>	<b>Modalités</b>
Permanences liées à la présence nécessaire de cadre sur les stands, foire salons et toutes manifestations auxquelles la CASA participe	Toutes les Directions	Permanences des personnels encadrants des filières techniques et non techniques

Les permanences peuvent donner lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :

<b>Jour de permanence</b>	<b>Personnels techniques</b>	<b>Autres personnels</b>	
		<b>La journée</b>	<b>La demi-journée</b>
Samedi	<b>112,20 € la journée</b>	<b>45 €</b>	<b>22,50 €</b>
Dimanche et jour férié	<b>139,65 € la journée</b>	<b>76 €</b>	<b>38 €</b>

**6 Mise à jour automatique des montants**

L'ensemble des montants des indemnités indiquées sont communiqués en l'état actuel des textes et de la réglementation. Ces derniers seront mis à jour au fur et à mesure de leur évolution réglementaire et seront appliqués conformément aux modalités d'octroi prévues ci-dessus.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter l'actualisation des modalités d'attribution et de compensation des permanences et des astreintes au sein de services communautaires.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, ADOPTE** l'actualisation des modalités d'attribution et de compensation des permanences et des astreintes au sein de services communautaires.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 09 avril 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 09/04/2018  
Numéro : CC\_2018\_064  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Règlement des astreintes et indemnités - Actualisation  
Matière : 4.5 - Regime indemnitaire

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : vTjfySU

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 17/04/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180409-CC\_2018\_064-DE

**Acte reçu**

Date : 09/04/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_064  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 4  
Code matière 2 : 5  
Objet : RÃf?glement des astreintes et indemnités - Actualisation  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180409-CC\_2018\_064-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 0

N